

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1 rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 11/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BEAUDELIN**

380 Rue de Verdun  
76480 Duclair

Références : UDRD-2026-02-T-062  
Code AIOT : 0005800151

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2026 dans l'établissement BEAUDELIN implanté Lieu-dit La Crique 76480 Berville-sur-Seine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite fait suite à la notification de cessation définitive d'activité de la carrière par la SARL BEAUDELIN.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BEAUDELIN
- Lieu-dit La Crique 76480 Berville-sur-Seine
- Code AIOT : 0005800151
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La SARL BEAUDELIN a été autorisée à exploiter une carrière de sables et graviers (tout-venant), pour une durée de 20 ans, et d'un volume total de 60 000 tonnes, par l'arrêté préfectoral du 7 janvier 2009. L'exploitant a cessé définitivement son activité en avril 2022.

### Contexte de l'inspection :

- Récolement

### Thèmes de l'inspection :

- Sites et sols pollués

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Notification de cessation d'activité	Code de l'environnement du 01/04/2022, article R.512-39-1	Sans objet
2	Remise en état – Fond de fouille	Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 4.1	Sans objet
3	Remise en état – Talus et pentes	Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 4.3	Sans objet
4	Remise en état – Raccordements	Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 4.4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le réaménagement du site est conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral de 2009. Le présent rapport vaut procès-verbal de récolement de l'ensemble du site exploité par l'entreprise BEAU-DELIN sur les communes de BERVILLE-SUR-SEINE et d'ANNEVILLE-AMBOURVILLE.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Notification de cessation d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/04/2022, article R.512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Cessation d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

<p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</p> <p>III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'activité de la carrière BEAUDELIN, sur les communes de BERVILLE-SUR-SEINE et ANNEVILLE-AM-BOURVILLE, s'est achevée en avril 2022, et l'exploitant avait notifié cette cessation à l'inspection. Un mémoire, transmis par l'exploitant le 4 septembre 2023, confirme que l'exploitant avait mené les opérations de mise en sécurité prescrites par le code de l'environnement en vigueur lors de la cessation (avant entrée en application de la procédure actuelle). Ce mémoire apporte, par ailleurs, des justificatifs relatifs aux opérations de remise en état et réaménagement du site (cf points de contrôle suivants).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 2 : Remise en état – Fond de fouille**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 4.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Cessation d'activité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Après extraction, les terrains sont nivelés, scarifiés, recouverts avec la terre végétale stockée lors de la découverte et ensemencés pour retrouver une vocation agricole.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le mémoire de septembre 2023 présente des photographies illustrant la remise en état du fond de fouille, où la végétation a repris.</p> <p>Sur le terrain, l'inspection a constaté que le fond de fouille est globalement nivelé (pentes très douces), recouvert de terre végétale, et enherbé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Remise en état – Talus et pentes**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 4.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Cessation d'activité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le talus le long de la route de la Forge (sud des parcelles 295 et 299) est supprimé dès la notification du présent arrêté et laisse place à une plantation d'arbres évolués d'essences locales et une clôture efficace. Ceux-ci seront conservés après l'exploitation. Le merlon édifié à l'intérieur du périmètre autorisé au droit de ces parcelles est quant à lui supprimé (utilisation pour réaménagement des terrains).</p> <p>Le fond de fouille est aplani et raccordé par un talus ayant une pente douce inférieure à 45° (pente 2 m minimum horizontaux pour 1 m vertical) le long des parcelles préservées par la bande des 10 mètres non exploitée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• limite Ouest de la parcelle 131, limite Est de la parcelle 461 (talus visé au premier alinéa du point</li> </ul>

<p>4.2) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• limite Est des parcelles 385 et 299, le long du chemin rural n° 13 où les parcelles voisines n'ont pas été exploitées ;</li> <li>• limites Sud des parcelles 299 et 295 le long du chemin de la Forge.</li> </ul> <p>Les talus créés sont recouverts de terre végétale et ensemencés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté que la partie Sud des parcelles B295 et B299, dans la zone non-exploitée, était occupée par des arbres et arbustes, le long de la rue de la forge.</p> <p>Des talus enherbés reliant le fond de fouille aux terrains alentours sont photographiés dans le mémoire de septembre 2023. Le mémoire comporte également un plan topographique précis permettant d'attester du respect des pentes à 45° maximum.</p> <p>Les constats de l'inspection sur le terrain confirment le respect de ces prescriptions.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Remise en état – Raccordements**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 4.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Cessation d'activité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le fond de fouille du côté Nord des parcelles 295 et 385 sera raccordé directement aux terrains anciennement exploités (parcelles 294 et 384).</p> <p>Le chemin rural n° 13 est remis en état directement en fond de fouilles aux endroits où les parcelles voisines situées à l'Est ont déjà été exploitées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Comme le montre le mémoire de septembre 2023, l'inspection a constaté sur le terrain que le fond de fouille des parcelles B295 et B385 est raccordé au niveau des terrains des parcelles B294 et B384 de manière harmonieuse.</p> <p>Le chemin rural n°13 a été remis en état dans les mêmes conditions. Il en subsiste une longueur d'environ 80 m depuis l'accès par la RD64, nécessaire au franchissement du dénivelé pour l'accès aux champs.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>